



Analyse des rapports du GIEC : la nécessaire transformation des villes face à l'urgence climatique

Jeudi 7 avril 2022 - La [Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine](#) rend publiques ses analyses qui mettent en lumière le rôle crucial des villes pour agir face à la crise climatique. La titulaire de la Chaire Sophie L. Van Neste, professeure-chercheure à l'INRS, et son équipe saluent le dernier rapport du GIEC paru le 4 avril 2022, ainsi que celui de mars 2022, et pressent les gouvernements locaux, provinciaux et nationaux d'investir massivement et durablement dans des initiatives locales d'atténuation et d'adaptation face à l'urgence climatique. La Chaire joint son expertise en recherche à l'échelle urbaine à celle de la communauté scientifique internationale et demande aux gouvernements canadien et québécois de mettre en place des politiques, des financements et des ressources adéquates dans le but de réaliser une transition socio-écologique, et ce d'ici les trois prochaines années. Certaines de nos institutions doivent être transformées et le financement actuel dédié à l'atténuation climatique est largement insuffisant: le GIEC parle d'une augmentation nécessaire de 300% à 600% par rapport aux budgets y étant actuellement consacrés. Les changements à réaliser sont grands, mais les solutions pour résoudre la crise climatique sont disponibles, réalistes et plus rentables économiquement que l'inaction.

La Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine souligne les éléments suivants dans le rapport du GIEC:

- Les initiatives des villes ont un potentiel élevé d'impact avant 2030 – la période durant laquelle des réductions structurantes de GES doivent être opérées pour éviter le point estimé de bascule vers des conséquences accrues et irréversibles – particulièrement si plusieurs échelles de gouvernance et une diversité d'acteurs sont impliquées;
- Si plusieurs des leviers d'action concernent des pratiques sociales à éviter, transférer et améliorer, les experts nous disent que pour que les citoyens changent de pratiques, il faut leur en donner les moyens;
- Les villes ont la capacité de mettre en place des politiques à forts impacts touchant le cadre bâti, l'aménagement du territoire, l'électrification des transports et le déploiement d'infrastructures vertes et bleues. Elles peuvent aussi agir sur les émissions liées à leurs chaînes d'approvisionnement à l'extérieur de leurs limites administratives. Le soutien des gouvernements supérieurs est crucial;
- Le revenu est le prédicteur le plus important de l'empreinte carbone des individus. Réduire les inégalités dans nos villes aide à réduire les émissions et les vulnérabilités aux changements climatiques. Des mesures pour le logement social et abordable font partie de la solution. Réduire les émissions liées au transport est plus difficile quand les logements des quartiers urbains sont inabordables et exclusifs, et quand le coût ou l'accès au transport en commun sont prohibitifs;
- Les projets pilotes locaux d'expérimentation propulsés par des individus et groupes mobilisés contribuent de manière significative à la transformation de normes sociales, d'infrastructures et l'émergence de chemins de transition;

- Le leadership autochtone et les initiatives de résurgence autochtone renforcent l'action climatique et changent les normes sociales en améliorant nos connaissances des modes de vie, des savoirs et systèmes de gouvernance autochtone ancrés dans les territoires;
- L'implication des personnes marginalisées dans une optique intersectionnelle de genre, d'autochtonie, de race, d'ethnicité et de handicaps améliore la portée des politiques climatiques et la compréhension des enjeux de vulnérabilités différenciées.

La Chaire maintient que les villes du Québec et du Canada peuvent et doivent agir en tant que leaders afin d'éviter des désastres humains et écologiques, irréversibles et bien réels. Elles ont aussi besoin d'actions et d'investissements structurants de la part des gouvernements supérieurs. Le rapport du GIEC compile le bilan de milliers d'études scientifiques. Il pointe vers des décisions et des mesures à prendre pour transformer nos sociétés et propulser les actions collectives déjà en marche dans les villes et les communautés.

Pour consulter les analyses complètes de la Chaire, [rendez-vous sur notre site internet](#). Vous y trouverez les éléments clés que notre équipe a identifiés concernant les enjeux de l'atténuation et de l'adaptation aux changements climatique dans les villes, ainsi que les recherches et collaborations que nous menons actuellement en lien avec les enjeux soulevés.

Sophie L. Van Neste déçue du plan climatique fédéral et de la décision pour Bay du Nord

« Le gouvernement Trudeau doit nous présenter un plan concret et avec un échéancier de diminution puis de fin de la production de gaz et de pétrole, avec des subventions dédiées uniquement à la transition juste », explique Sophie L. Van Neste, titulaire de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine. « Je fais partie des déçues face à ce plan fédéral ». Elle ajoute que « le gouvernement mise sur la captation du carbone à travers un financement de l'industrie pour des technologies incertaines, qui est [un plan auquel s'opposent plus de 400 scientifiques](#) et qui va à l'encontre de la promesse de cesser les subventions au secteur pétrolier ». La récente décision d'approuver le projet Bay du Nord est aussi contradictoire avec l'état des lieux du GIEC qui stipule que tout nouveau projet d'infrastructure de ce type nous écarte de l'atteinte des cibles de Paris.

À propos de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine

La Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine analyse et contribue aux différentes formes d'action collective face aux changements climatiques dans les régions urbaines, par des recherches comparées et des partenariats ancrés dans les milieux. La Chaire réalise plusieurs projets et collaborations à travers quatre axes de recherche qui sont [au cœur de sa mission](#): les infrastructures urbaines en transition, la justice climatique, la transformation des milieux de vie suburbains et les émotions de l'action climatique.

- 30 -

Contact

Pour toutes demandes médiatiques, contactez Alexandra Nadeau, coordonnatrice de la Chaire de recherche du Canada en action climatique urbaine (alexandra.nadeau@inrs.ca), ou la professeure titulaire de la Chaire, Sophie L. Van Neste (sophiel.vanneste@inrs.ca)